

ARRETE DU MAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023_384

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 19 octobre 2023 par laquelle Monsieur Thierry PRIEM sollicite l'autorisation le domaine public au droit du N°50 rue de Bas Plan les lundi 23 et mardi 24 octobre 2023 afin d'effectuer un déménagement,
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,
VU le code général des collectivités territoriales,
VU le code de la route,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

CONSIDERANT que pour permettre la réalisation des travaux de déménagement au N°50 rue de Bas Plan, d'assurer la sécurité des employés chargés de leur réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

A R R E T E

Article 1 - Autorisation : Les lundi 23 et mardi 24 octobre 2023, le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public de la Rue de Bas Plan, afin d'effectuer un déménagement comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 - Règlementation : La circulation et le stationnement seront temporairement réglementés rue de Bas-Plan dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable les 23 et 24 octobre 2023.

Article 3 - Restriction de circulation et de stationnement

- La rue de Bas Plan sera fermée à la circulation entre le N°31 et le N°69, afin de permettre le stationnement de deux camions en face du N°50 rue de Bas Plan, tout en laissant possible l'entrée et la sortie des véhicules des riverains. L'accès aux propriétés riveraines et aux services de secours sera maintenu.
- Une déviation sera mise en place par la Rue du Savouret.
- L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que ceux du bénéficiaire seront interdits dans l'enceinte du chantier.

Article 4 - Sécurité et signalisation : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux de déménagement, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise chargée du déménagement. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 5 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 6 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 19 octobre 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

Le Directeur des Services techniques
Yann AURENSAN

